

SANS TOIT NI LOI ?

SE LOGER EST UN DROIT POUR TOUS

Le 20e rapport de la *Fondation Abbé Pierre* dénonce le scandale du mal-logement qui s'accroît cette année encore. Les chiffres sont alarmants : 3,5 millions de mal-logés, 1,8 millions de personnes en attente d'un logement, multiplication des bidonvilles, doublement du nombre de SDF en 10 ans. Chaque année l'association tire la sonnette d'alarme en dénonçant le caractère inquiétant et structurel de la crise du logement dans notre pays. Chaque année elle avance des propositions qui sont aussitôt remises au placard par les gouvernements en place sous le poids des lobbys et des injonctions d'austérité. Il est temps qu'Hollande et Valls entendent le message des associations.

Le mal-logement : un scandale national

Avec l'emploi, la santé et les revenus, le logement devrait être une priorité. On connaît les conséquences du mal-logement sur la santé, la scolarisation des enfants, l'emploi du ou des parents, la vie sociale. Le logement est inscrit comme un droit. Ce droit est bafoué jour après jour. Particulièrement pour les familles et singulièrement les mères seules avec leurs enfants, les jeunes de moins de 30 ans qui n'arrivent pas à trouver leur premier logement, les retraités qui ne peuvent plus payer leur loyer. Et, pendant que les loyers grimpent pour tous, le chômage augmente ainsi que les salariés pauvres et le recours aux minimas sociaux.

Lors du dernier remaniement ministériel, la première mesure de Manuel Valls a été de supprimer, sous la pression des patrons du bâtiment et des spéculateurs immobiliers, la loi Duflot qui comportait quelques timides avancées et que toute la gauche avait votée. C'est comme cela que le message des Françaises et des Français, exprimé lors des dernières élections, a été entendu par ce gouvernement : « toujours plus de libéralisme et on continue d'avancer droit dans le mur ».

Ici à Antibes, plus de 3 000 familles ont effectué des demandes de logements sociaux. Les marchands de sommeil et les spéculateurs immobiliers profitent de la pénurie pour louer à des tarifs prohibitifs.

Le droit au relogement des familles prioritaires DALO n'est pas respecté, pour certaines depuis plusieurs années alors qu'elles sont menacées d'expulsion locative.

Jean Leonetti a renié sa promesse de 50% de logements sociaux sur l'espace Marena-Lacan.

Logement : une priorité nationale qui crée de l'emploi et du pouvoir d'achat

IMMOBILIER:
BIENTÔT LA FIN DE LA CRISE?

Chérie!
J'nous ai
dégoté un F2!



Tout le monde reconnaît qu'un grand plan de construction de logements publics, aux normes environnementales, serait bon pour l'emploi, le pouvoir d'achat et pour l'écologie. Au lieu de cela, François Hollande diminue les aides à la construction de logements publics ; il oriente l'argent public, le crédit et les aides fiscales vers les promoteurs qui spéculent avec le logement de luxe et les bureaux.

Les maux sont connus, les solutions aussi

- Investir massivement dans le logement social, revenir sur les milliards d'euros de niches fiscales qui nourrissent la spéculation immobilière, rendre plus contraignante la loi SRU et aider les maires bâtisseurs.
- Encadrer les loyers et assurer le financement des structures d'hébergement d'urgence, réquisitionner les logements vacants
- Instaurer un service public du logement et relancer la construction pour atteindre 500 000 logements nouveaux par an.

Cette ambition est tout à fait réalisable.

Elle est au cœur du projet politique que le Parti communiste et le Front de gauche portent pour le rassemblement à gauche.



Des candidates et des candidats pour le Droit au logement pour tous

◆ Canton ANTIBES 1

Bureaux de vote :
Tournière A-B-C
St Maymes A-B-C –
Pont Du Lys A-B-C
Sidney Bechet

Cécile DUMAS, enseignante, conseillère municipale d'Antibes-Juan les Pins
Mickaël MICOUD, employé de la Poste, militant syndical.
Remplaçants :
Michelle GAYDON, responsable associative, Vallauris.
Gilbert MELIA, ancien conseiller municipal de Vallauris

◆ Canton ANTIBES 2

Bureaux de vote :
Paul Arène - Mairie
Guynemer - Fersen
Cardi - Vilmorin
Peynet - Le Cap
Ponteil – Foch – Laval

Laure GUERARD, professeur documentaliste, militante syndicale
Gérard PIEL, conseiller régional, président du groupe Front de Gauche
Remplaçants :
Neïla BOUDAYA, militante Droit au logement pour tous
Alexandre KADAR, agent administratif.

◆ Canton ANTIBES 3

Bureaux de vote :
La Fontonne – Val Claret
Maison des Associations –
J.Dolle – St Claude –
Bertone – Jean Moulin

Danièle BOÏS, enseignante retraitée, militante associative à Biot
Rémi QUINTON, ingénieur informatique, militant associatif pour l'environnement.
Remplaçants :
Michelle PERRIN, militante Droit au logement pour tous
Denis LA SPESA, responsable association Parents d'élèves, ancien conseiller municipal d'Antibes.

◆ Canton VALBONNE 25

Bureaux de vote :
Les Semboules
Super Antibes –
Croix-Rouge

Samuel BAËCHEL, frigoriste, habite Le Bar s/Loup, militant pour une régie municipale de l'eau et dans une association de parents d'élèves.
Jocelyne SABLE-FOURTASSOU, inspectrice des Finances, syndicaliste.
Remplaçants :
Jonathan SCHWARTZ, ingénieur informatique à Sophia-Antipolis, délégué syndical.
Nathalie CHAPELET, agent administratif.

**Si vous souhaitez participer ou soutenir les candidates et les candidats du Front de Gauche, vous pouvez nous contacter au 10 avenue Pasteur à Antibes
Tel : 04.93.34.89.46**

Retrouvez-nous sur Internet :

Facebook : [FRONT DE GAUCHE ANTIBES BIOT](#)

Blogs : www.ceciledumas.fr - www.gpiel.com